

**Art. 31.** Een Wetenschappelijke Raad wordt ingesteld bij het Begeleidingscomité dat de opdrachten ervan bepaalt. In hoofdorde wordt de samenwerking tussen het Waarnemingscentrum en de deskundigen van het academische onderzoek bevorderd.

**Art. 32.** Het huishoudelijk reglement van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 29 bepaalt inzonderheid de regels voor de oprichting, de werking en de samenstelling van de Wetenschappelijke Raad, alsook elke groep deskundigen die nodig zijn voor de begeleiding van de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum.

De deskundigen bedoeld in 21° van artikel 25 zijn van rechtswege lid van de Wetenschappelijke Raad.

**Art. 33.** Met uitsluiting van de leden van de diensten van de Regering komen de deskundigen bedoeld in de artikelen 30 en 34 in aanmerking voor een presentiegeld voor hun deelneming aan de werkvergaderingen en, in voorkomend geval, voor een terugbetaling van de vervoer- en verblijfkosten.

Het presentiegeld bedraagt 44 euro voor een halve dag werk.

De terugbetaling van de vervoer- en verblijfkosten wordt toegekend overeenkomstig de geldende regeling voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK IV — Slot- en opheffingsbepalingen

**Art. 34.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 35.** De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke kansen,  
Mevr. F. LAANAN

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29521]

#### 15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 79, §§ 2 et 3, 136 et 137;

Vu le protocole de négociation du 24 mars 2014 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de négociation du 24 mars 2014 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 55.975/2 du Conseil d'Etat, donné le 28/04/2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le dossier pédagogique d'une unité d'enseignement comporte, en vertu de l'article 79, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, ci-après dénommé le « décret », les éléments suivants :

- 1° les capacités préalables requises pour l'admission à l'unité d'enseignement;
- 2° l'horaire de référence minimum de l'unité d'enseignement;
- 3° le contenu minimum de l'unité d'enseignement;
- 4° les acquis d'apprentissage à maîtriser à l'issue de l'unité d'enseignement;
- 5° la part d'autonomie de l'horaire de référence minimum de l'unité d'enseignement;
- 6° s'il échet, la part supplémentaire maximale de l'horaire de référence de l'unité d'enseignement.

§ 2. Le dossier pédagogique d'une unité d'enseignement constitutive d'une section sanctionnée par le grade de master, par le grade de bachelier, par le grade de spécialisation, par le brevet de l'enseignement supérieur ou constitutive d'une section complémentaire d'abstraction délivrant le grade de bachelier de transition ou répondant à une législation particulière exigeant un nombre de crédits précis, comporte en outre le nombre de crédits qui lui est associé.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'horaire minimum d'une unité d'enseignement représente la somme des périodes consacrées à :

1° l'enseignement du contenu minimum, en ce compris, les opérations d'admission, d'évaluation des acquis et de sanction des études;

2° la part d'autonomie.

Les périodes visées aux 1° et 2° sont dévolues aux chargés de cours tel que prévu au dossier pédagogique.

§ 2. La certification de l'unité d'enseignement est fondée exclusivement sur la maîtrise des acquis d'apprentissage repris dans le dossier pédagogique en fonction du contenu minimum visé à l'article 3.

**Art. 3.** Le contenu minimum d'une unité d'enseignement représente le programme minimum exprimé en termes d'objectifs suffisamment détaillés ou de cahier des charges précis du ou des cours composant l'unité d'enseignement.

Ce programme est établi de manière telle qu'en fin d'unité d'enseignement, les étudiants maîtrisent les acquis d'apprentissage de l'unité.

**Art. 4.** L'unité d'enseignement se caractérise par les éléments suivants :

1° l'intitulé;

2° le niveau d'étude;

3° les finalités générales et particulières;

4° les capacités préalables requises;

5° l'intitulé du (des) cours ainsi que son (leur) classement en cours généraux, cours techniques, cours spéciaux, pratique professionnelle, cours techniques et de pratique professionnelle, cours de psychologie, pédagogie et méthodologie ainsi que le nombre de périodes qui sont attribuées à chacun d'eux.

L'intitulé du cours doit être tel qu'associé à sa classification, il soit possible de déterminer le coefficient applicable pour le calcul de l'ajustement des dotations de périodes;

6° le classement de l'unité :

a) dans l'enseignement secondaire, en unité de transition ou de qualification et dans un niveau;

b) dans l'enseignement supérieur, dans un des domaines visés à l'article 83 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, sur décision du Gouvernement qui dispose préalablement, via l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, ci-après dénommée l'« ARES », de l'avis de la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale et de l'avis du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale ou sur décision du Gouvernement qui dispose de l'avis du Conseil général précité ou sur décision de l'administration qui dispose de l'avis dudit Conseil général. Ce dernier rend son avis dans un délai de 10 jours calendrier à compter du jour de la demande d'avis transmise par le Secrétariat permanent visé à l'article 81/2, § 5, du décret;

7° les éventuelles recommandations pédagogiques ou de sécurité relatives à la constitution des groupes;

8° les acquis d'apprentissage visés;

9° les chargé(s) de cours : professeur(s) et/ou expert(s);

Lorsqu'il s'agit d'un expert, il est nécessaire d'en préciser le profil.

Lorsqu'il est prévu de recruter un professeur ou un expert, il est recommandé que le professeur qui serait recruté corresponde au profil tel que défini au dossier pédagogique.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La part d'autonomie de l'horaire minimum de l'unité d'enseignement représente le nombre de périodes que l'établissement utilise, s'il échet, à son choix, notamment pour :

1° rencontrer des approches ou des besoins spécifiques;

2° adapter l'unité d'enseignement aux évolutions scientifiques;

3° contribuer à couvrir le contenu minimum de l'unité d'enseignement.

§ 2. L'unité d'enseignement "Epreuve intégrée" visée à l'article 5bis, 12°, du décret, ne comporte pas de part d'autonomie. Aucun test d'admission n'est prévu à l'entrée de cette unité d'enseignement.

§ 3. Les unités constituées d'activités d'encadrement, de suivi, de guidance et d'orientation des étudiants ne comportent pas de part d'autonomie.

**Art. 6.** Les finalités et les objectifs des unités d'enseignement sont exprimés en termes d'acquis d'apprentissage visés à l'article 5bis, 1°, du décret du 16 avril 1991 précité.

Après fixation des capacités préalables requises, possibilité est donnée de préciser certains titres d'études qui peuvent en tenir lieu.

S'il échet, des finalités particulières et les capacités préalables requises peuvent se limiter à la référence à des exigences administratives ou réglementaires.

**Art. 7.** Le dossier pédagogique d'une unité d'enseignement est présenté sous la forme d'un document « 8bis » ou « 8bis - stage/épreuve intégrée/alternance/orientation/guidance/activités professionnelles d'apprentissage ou de formation » dont l'administration établit le modèle.

**Art. 8.** Le dossier pédagogique d'une section comporte les éléments suivants :

- 1° l'intitulé dans le respect de l'article 75, § 1<sup>er</sup>, du décret;
- 2° les finalités générales et particulières;
- 3° l'énumération des unités d'enseignement constitutives de la section;
- 4° dans l'enseignement secondaire, s'il échet, l'énumération des unités d'acquis d'apprentissage auxquelles appartiennent les unités d'enseignement constitutives de la section;
- 5° l'énumération des unités déterminantes visées à l'article 5*bis*, 10°, du décret;
- 6° le titre délivré à l'issue de la section. S'il échet, ce titre vise un ou plusieurs profil(s) professionnel(s) ou un ou plusieurs profils de formation;
- 7° les éventuelles modalités de capitalisation des attestations de réussite des différentes unités d'enseignement constitutives de la section et les liaisons entre elles;
- 8° le classement de la section, selon le cas :
  - a) dans un degré de l'enseignement secondaire;
  - b) dans un domaine de l'enseignement supérieur sur décision du Gouvernement qui dispose, via l'« ARES », de l'avis de la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale précitée et de l'avis du Conseil général précité. Ce dernier rend son avis dans un délai de 10 jours calendrier à compter du jour de la demande d'avis transmise par le Secrétariat permanent précité;
- 9° le ou les profil(s) professionnel(s) ou le ou les profil(s) de formation, lorsque la section vise une qualification professionnelle;
- 10° un tableau de concordance approuvé par le Conseil général précisant les structures existantes qui devront obligatoirement être transformées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de la seconde année civile qui suit la date d'approbation provisoire ou définitive du dossier pédagogique;
- 11° dans l'enseignement secondaire, lorsque la section est professionnalisante, le profil d'équipement tel que défini par le Service francophone des métiers et des qualifications.

**Art. 9.** Si la section comporte plus de deux unités, l'une d'elles doit être constituée par une épreuve intégrée définie dans le règlement général des études.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les sections complémentaires d'abstraction visées par l'article 48, § 3, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ne comportent pas d'épreuve intégrée.

**Art. 10.** Les finalités des sections sont exprimées en termes d'acquis d'apprentissage précités.

S'il échet, des finalités particulières peuvent se limiter à la référence à des exigences administratives ou réglementaires.

**Art. 11.** Le dossier pédagogique d'une section est présenté sous la forme d'un document « 8ter » dont l'administration établit le modèle.

**Art. 12.** Les dispositions des articles 13, 14, 15, 16 et 17 concernent les dossiers des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale visés à l'article 136 du décret du 16 avril 1991 précité, pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général.

**Art. 13.** Chaque réseau d'enseignement ou organisation représentative de pouvoirs organisateurs adresse les dossiers pédagogiques à l'administration de l'enseignement de promotion sociale, qui enregistre le dépôt de ceux-ci à des dates qu'elle communique, après consultation des parties concernées, au plus tard le 30 juin pour l'année scolaire suivante. Le nombre minimum de dates de dépôt est fixé à 15.

Les dossiers sont transmis par l'administration au service d'inspection et, pour l'enseignement supérieur, à l'exception des unités d'enseignement ne conduisant pas à l'octroi de crédits, à l'ARES.

**Art. 14.** Les dossiers pédagogiques déposés par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ou par un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs sont examinés par le service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale.

L'Inspecteur coordonnateur de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance remet son avis sur les dossiers pédagogiques. Il informe l'administration de sa décision. Tout avis défavorable est dûment motivé.

Cette décision peut être précédée d'une conciliation entre l'Inspecteur coordonnateur ou son délégué et un délégué dudit Conseil de coordination ou de l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs qui a introduit le dossier concerné. Dans ce cas, l'Inspecteur coordonnateur informe le réseau ou l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs de la mise en conciliation dudit dossier.

**Art. 15.** Par délégation, le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions approuve ou non les dossiers pédagogiques après avis de l'Inspecteur coordonnateur.

La décision est communiquée par l'administration au Conseil de coordination précité ou à l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs concerné qui, en cas de refus, peut évoquer ladite décision au Conseil général. L'examen du dossier est alors inscrit à l'ordre du jour du Conseil général.

Tout dossier pédagogique approuvé est communiqué audit Conseil de coordination ou à l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs qui en fait la demande, et qui peut l'adopter s'il le souhaite.

Tout dossier pédagogique refusé peut être réintroduit après révision.

**Art. 16.** La durée de l'ensemble de la procédure hors conciliation décrite aux articles 13 à 15 ne peut excéder 35 jours calendrier. En cas de conciliation, cette durée est de 50 jours calendrier maximum.

**Art. 17.** Le titre délivré à l'issue d'études organisées sur la base d'un dossier pédagogique approuvé à titre provisoire ne peut être qu'un titre spécifique à l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 18.** A l'exception des sections et unités d'enseignement qui sont du ressort de l'« ARES », lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, décide de programmer une section ou une unité d'enseignement dont le dossier de référence a été approuvé par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, il adresse uniquement et en quatre exemplaires, via le Conseil de coordination précité ou son organisation représentative de pouvoirs organisateurs, avant la date d'ouverture, à l'administration de l'enseignement de promotion sociale une version simplifiée d'un des documents visés à l'article 7 ou du document visé à l'article 11 dûment complété. L'administration prend acte de cette décision et entérine le document simplifié.

Ce document est annexé au dossier pédagogique complet conservé au siège de l'établissement.

**Art. 19.** A l'exception des sections et unités d'enseignement qui sont du ressort de l'« ARES », lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, décide de programmer une section ou une unité d'enseignement pour laquelle il n'existe pas de dossier pédagogique approuvé par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, mais pour laquelle il existe un dossier pédagogique approuvé à titre provisoire, pour le Conseil de coordination précité ou l'organisation représentative de pouvoirs organisateurs auquel appartient l'établissement concerné, il adresse uniquement et en quatre exemplaires, via son réseau ou son organisation représentative de pouvoirs organisateurs, avant la date d'ouverture, à l'administration de l'enseignement de promotion sociale, une version simplifiée d'un des documents visés à l'article 7 ou du document visé à l'article 11 dûment complété. L'administration prend acte de cette décision et entérine le document simplifié.

Ce document est annexé au dossier pédagogique complet conservé au siège de l'établissement.

**Art. 20.** Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de la Communauté française est autorisé, dans les limites des dispositions légales et réglementaires, à ouvrir la section ou l'unité d'enseignement considérée dès le moment où il est en possession d'une version simplifiée d'un des documents visés à l'article 7 ou d'une version simplifiée du document visé à l'article 11 entériné par l'administration.

**Art. 21.** Les délais mentionnés dans le présent arrêté sont suspendus durant les périodes prévues à l'article 1<sup>er</sup>, § 8, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié.

**Art. 22.** A titre transitoire, les dossiers pédagogiques approuvés, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, par le Gouvernement sur avis conforme de la Commission de concertation ou approuvés à titre provisoire par l'administration de l'enseignement de promotion sociale restent d'application.

Dans ce cas, les critères d'évaluation et de réussite sont constitués des capacités terminales contenues dans les dossiers pédagogiques visés à l'alinéa premier.

**Art. 23.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est abrogé.

**Art. 24.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29521]

15 MEI 2014. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 79, §§ 2 en 3, 136 en 137;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 24 maart 2014 van het Onderhandelingscomité van Sector IX : « Onderwijs » (Franse Gemeenschap), van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 24 maart 2014 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies nr. 55.975/2 van de Raad van State, gegeven op 28/04/2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Het pedagogisch dossier van een onderwijseenheid omvat, krachtens artikel 79, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, hierna het "decreet" genoemd, de volgende elementen :

- 1<sup>o</sup> de voorafgaande bekwaamheden vereist voor de toelating tot de onderwijseenheid;
- 2<sup>o</sup> het minimaal referentierooster van de onderwijseenheid;
- 3<sup>o</sup> de minimale inhoud van de onderwijseenheid;
- 4<sup>o</sup> de leerresultaten op het einde van de onderwijseenheid;
- 5<sup>o</sup> het autonoom gedeelte van het minimaal referentierooster van de onderwijseenheid;
- 6<sup>o</sup> in voorkomend geval, het maximaal aanvullend gedeelte van het referentierooster van de onderwijseenheid.

§ 2. Het pedagogisch dossier van een onderwijseenheid waaruit een afdeling bestaat die bekrachtigd wordt door de graad van master, de graad van bachelor, de graad van specialisatie, het brevet van het hoger onderwijs of waaruit een aanvullende afdeling abstractie bestaat die bekrachtigd wordt door de graad van doorstromingsbachelor of die beantwoordt aan een bijzondere wetgeving die een bepaald aantal studiepunten vereist, omvat bovendien het aantal studiepunten dat eraan verbonden is.

**Art. 2.** § 1. Het minimaal lesrooster van een onderwijseenheid vertegenwoordigt de som van de lestijden gewijd aan :

1<sup>o</sup> het onderwijs van de minimale inhoud, met inbegrip van de verrichtingen inzake toelating, evaluatie van de verworven kennis en bekrachtiging van de studies; 2<sup>o</sup> het autonoom gedeelte.

De lestijden bedoeld in 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> worden aan de docenten toegewezen, zoals voorzien in het pedagogisch dossier.

§ 2. De bekrachtiging van de onderwijseenheid is slechts op de leerresultaten gebaseerd die opgenomen worden in het pedagogisch dossier in functie van de minimale inhoud bedoeld in artikel 3.

**Art. 3.** De minimale inhoud van een onderwijseenheid vertegenwoordigt het minimumprogramma uitgedrukt in voldoende gedetailleerde doelstellingen of nauwkeurig vastgestelde voorwaarden voor de leergang(en) die de onderwijseenheid samenstelt(samenstellen).

Dit programma wordt zodanig opgemaakt dat de leerlingen tegen het einde van de onderwijseenheid, de leerresultaten van de eenheid zouden verwerven.

**Art. 4.** De onderwijseenheid omvat de volgende elementen :

- 1<sup>o</sup> de titel;
- 2<sup>o</sup> het studieniveau;
- 3<sup>o</sup> de algemene en bijzondere doeleinden;
- 4<sup>o</sup> de vereiste voorafgaande bekwaamheden;
- 5<sup>o</sup> de titel van de leergang(en) alsook zijn(hun) indeling in algemene vakken, technische vakken, speciale vakken, beroepspraktijk, technische vakken en beroepspraktijk, cursussen psychologie, pedagogie en methodologie alsook het aantal lestijden die aan elk daarvan worden toebedeeld.

De titel van de leergang moet zodanig zijn dat door verwijzing naar zijn indeling het mogelijk is de coëfficiënt te bepalen die van toepassing is op de berekening van de aanpassing van de dotaties van lestijden;

6<sup>o</sup> de indeling van de eenheid :

a) In het secundair onderwijs, in de doorstromings- of kwalificatieeenheid en in een niveau;

b) In het hoger onderwijs, in één van de domeinen bedoeld in artikel 83 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, op beslissing van de Regering die voorafgaandelijk, via de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur », hierna de « ARES » genoemd, over het advies beschikt van de Kamer van de Hogescholen en van het Hoger onderwijs voor sociale promotie en over het advies van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie of op beslissing van de Regering die over het advies beschikt van de bovenvermelde Algemene Raad of op beslissing van het bestuur dat over het advies beschikt van de bovenvermelde Algemene Raad. Deze laatste brengt zijn advies uit binnen een termijn van 10 kalenderdagen vanaf de dag van de aanvraag om advies bezorgd door het Vaste Secretariaat bedoeld in artikel 81/2, § 5, van het decreet;

- 7<sup>o</sup> de mogelijke pedagogische of veiligheidsaanbevelingen met betrekking tot de samenstelling van de groepen;
- 8<sup>o</sup> de bedoelde leerresultaten;
- 9<sup>o</sup> de docent(en) : professor(en) en/of deskundige(n);

Gaat het om een deskundige dan is het nodig het profiel ervan nader te bepalen. Wanneer voorzien wordt een professor of een deskundige aan te werven, is het aan te bevelen dat het profiel van de professor die zou worden aangeworven, overeenstemt met het profiel bepaald in het pedagogisch dossier.

**Art. 5.** § 1. Het autonoom gedeelte van de minimale lesrooster van de onderwijseenheid vertegenwoordigt het aantal lestijden dat de inrichting gebruikt, in voorkomend geval, inzonderheid :

- 1° om aan specifieke benaderingen of behoeften tegemoet te komen;
- 2° om de onderwijseenheid aan de wetenschappelijke evoluties aan te passen;
- 3° om bij te dragen tot de dekking van de minimale inhoud van de onderwijseenheid;

§ 2. De onderwijseenheid « Geïntegreerde proef » bedoeld in artikel 5*bis*, 12° van het decreet, omvat geen autonoom gedeelte. Geen enkele toelatingsproef wordt vereist bij de toelating tot deze onderwijseenheid.

§ 3. De eenheden die bestaan uit activiteiten van omkadering, opvolging, begeleiding en oriëntatie van de leerlingen, omvatten geen autonomie.

**Art. 6.** De finaliteiten en doelstellingen van de onderwijseenheden worden in leerresultaten uitgedrukt, zoals bedoeld in artikel 5*bis*, 1°, van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991.

Na vaststelling van de voorafgaande vereiste bekwaamheden wordt de mogelijkheid gegeven om te bepalen dat sommige studiebewijzen ze kunnen vervangen.

De bijzondere finaliteiten en de voorafgaande vereiste bekwaamheden kunnen in voorkomend geval zich beperken tot de verwijzing naar de administratieve of reglementaire vereisten.

**Art. 7.** Het pedagogisch dossier van een onderwijseenheid wordt voorgesteld in de vorm van een document 8*bis* of 8*bis*-stage/geïntegreerde proef/afwisseling/oriëntatie-begeleiding/beroepsgerichte leer- en opleidingsactiviteiten" waarvan het bestuur het model vaststelt.

**Art. 8.** Het pedagogisch dossier van een afdeling omvat de volgende elementen :

- 1° de titel met inachtneming van artikel 75, § 1, van het decreet;
- 2° de algemene en bijzondere finaliteiten;
- 3° de opsomming van de onderwijseenheden waaruit de afdeling bestaat;
- 4° in het secundair onderwijs, in voorkomend geval, de opsomming van de eenheden van leerresultaten waartoe de onderwijseenheden waartuit de afdeling bestaat, behoren;
- 5° de opsomming van de bepalende eenheden bedoeld in artikel 5*bis*, 10°, van het decreet;
- 6° het bekwaamheidsbewijs uitgereikt op het einde van de afdeling. Dit bewijs beoogt, in voorkomend geval, één of meer beroepsprofiel(en) of één of meer opleidingsprofielen;
- 7° de mogelijke nadere regels voor de kapitalisatie van de slaagattesten voor de verschillende onderwijseenheden waaruit de afdeling bestaat en de verbindingen tussen elkaar;
- 8° de indeling van de afdeling, naargelang het geval :
  - a) in een graad van het secundair onderwijs;
  - b) in een domein van het hoger onderwijs op beslissing van de Regering die, via de « ARES », over het advies beschikt van de Kamer van de Hogescholen en het Hoger onderwijs voor sociale promotie en over het advies van de bovenvermelde Algemene Raad. Deze laatste brengt een advies uit binnen een termijn van 10 kalenderdagen vanaf de dag van de aanvraag om advies bezorgd door het bovenvermelde Vaste Secretariaat;
- 9° het of de beroepsprofiel(en) of het of de opleidingsprofiel(en), wanneer de afdeling een beroepskwalificatie beoogt;
- 10° een overeenstemmingstabel goedgekeurd door de Algemene Raad die de bestaande structuren bepaalt die verplicht uiterlijk op 1 januari van het tweede kalenderjaar volgend op de datum van voorlopige of definitieve goedkeuring van het pedagogisch dossier, zullen moeten worden gewijzigd;
- 11° in het secundair onderwijs, wanneer de afdeling beroepsgericht is, het uitrustingsprofiel, zoals bepaald door de « Service francophone des métiers et des qualifications ».

**Art. 9.** Indien de afdeling meer dan twee eenheden omvat, moet één ervan bestaan in een geïntegreerde proef die in het algemeen studiereglement wordt omschreven.

In afwijking van het vorige lid omvatte de aanvullende afdelingen abstractie bedoeld in artikel 48, § 3, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, geen geïntegreerde proef.

**Art. 10.** De finaliteiten van de afdelingen worden in leerresultaten uitgedrukt.

De bijzondere finaliteiten kunnen in voorkomend geval zich beperken tot de verwijzing naar de administratieve of reglementaire vereisten.

**Art. 11.** Het pedagogisch dossier van een afdeling wordt voorgesteld in de vorm van een document "8*ter*" waarvan het bestuur het model vaststelt.

**Art. 12.** De bepalingen van de artikelen 13, 14, 15, 16 en 17 betreffen de dossiers van de afdelingen en de onderwijseenheden van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 136 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 waarvoor nog geen door de Regering goedgekeurde referentiedossiers bestaan, na eensluidend advies van de Algemene Raad.

**Art. 13.** Elk onderwijsnet of elke representatieve organisatie van de inrichtende machten stuurt de pedagogische dossiers naar het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie dat de indiening ervan op de data registreert die zij meedeelt, na raadpleging van de betrokken partijen, uiterlijk op 30 juni voor het volgende schooljaar. Het minimale aantal data van indiening wordt vastgesteld op 15.

De dossiers worden door het bestuur naar de inspectiedienst verstuurd en, voor het hoger onderwijs, met uitzondering van de onderwijseenheden die niet tot de toekenning van studiepunten leiden, aan de "ARES".

**Art. 14.** De pedagogische dossiers die door de Coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten ingediend worden, worden door de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie onderzocht. De Inspecteur-coördinator van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs brengt een advies uit over de pedagogische dossiers. Hij licht het bestuur in over zijn beslissing. Elk ongunstig advies wordt met redenen omkleed.

Aan deze beslissing kan een verzoening voorafgaan tussen de inspecteur-coördinator of zijn afgevaardigde en een afgevaardigde van de bovenvermelde Coördinatieraad of van de representatieve organisatie van de inrichtende machten die het betrokken dossier heeft ingediend. In dit geval licht de inspecteur-coördinator het net of de representatieve organisatie van de inrichtende machten in over de bemiddeling van dit dossier.

**Art. 15.** De ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, keurt al dan niet, per delegatie, de pedagogische dossiers goed na het advies van de inspecteur-coördinator te hebben ingewonnen. De beslissing wordt door het bestuur aan de bovenvermelde Coördinatieraad of aan de representatieve organisatie van de inrichtende machten meegedeeld die, ingeval van weigering, de betrokken beslissing aan de Algemene Raad kan melden. Het onderzoek van het dossier wordt dan op de agenda van de Algemene Raad geplaatst.

Elk goedgekeurd pedagogisch dossier wordt aan de bovenvermelde Coördinatieraad of aan de representatieve organisatie van de inrichtende machten meegedeeld die erom verzoekt, en die het kan aannemen indien het gewenst is.

Elk geweigerd dossier kan opnieuw worden ingediend na herziening.

**Art. 16.** De duur van het geheel van de procedure buiten verzoening, omschreven in de artikelen 13 en 15, kan niet 35 kalenderdagen overschrijden. Ingeval van verzoening wordt deze duur hoogstens op 50 kalenderdagen vastgesteld.

**Art. 17.** Het bekwaamheidsbewijs dat uitgereikt wordt na de studies georganiseerd op basis van een voorlopig goedgekeurd pedagogisch dossier kan slechts een bekwaamheidsbewijs zijn dat specifiek is voor het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 18.** Met uitzondering van de afdelingen en onderwijseenheden die onder de « ARES » ressorteren, wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, beslist een afdeling of een onderwijseenheid te programmeren waarvan het referentiedossier, op eensluitend advies van de Algemene Raad, door de Regering werd goedgekeurd, stuurt hij slechts en in vier exemplaren, door bemiddeling van de bovenvermelde Coördinatieraad of zijn representatieve organisatie van de inrichtende machten, vóór de openingsdatum, aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie een vereenvoudigde versie van één van de documenten bedoeld in artikel 7 of van het document bedoeld in artikel 11 dat behoorlijk wordt ingevuld. Het bestuur neemt akte van deze beslissing en bekrachtigt het vereenvoudigde document. Dit document wordt gevoegd bij het volledig pedagogisch dossier dat ten zetel van de inrichting wordt bewaard.

**Art. 19.** Met uitzondering van de afdelingen en onderwijseenheden die onder de « ARES » ressorteren, wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, beslist een afdeling of een onderwijseenheid te programmeren waarvoor er geen pedagogisch dossier bestaat dat goedgekeurd wordt door de Regering, op eensluitend advies van de Algemene Raad, maar waarvoor er een pedagogisch dossier bestaat dat voorlopig wordt goedgekeurd, voor het bovenvermelde Coördinatieraad of de representatieve organisatie van de inrichtende machten waartoe de betrokken inrichting behoort, stuurt hij slechts en in vier exemplaren door bemiddeling van zijn net of zijn representatieve organisatie van de inrichtende machten, vóór de openingsdatum, aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, een vereenvoudigde versie van één van de documenten bedoeld in artikel 7 of van het document bedoeld in artikel 11 dat behoorlijk wordt ingevuld. Het bestuur neemt akte van deze beslissing en bekrachtigt het vereenvoudigde document. Dit document wordt gevoegd bij het volledig pedagogisch dossier dat ten zetel van de inrichting wordt bewaard.

**Art. 20.** De inrichtende macht of het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt binnen de perken van de wettelijke en reglementaire bepalingen toegelaten de bepaalde afdeling of de onderwijseenheid te openen vanaf het ogenblik dat hij in het bezit is van een vereenvoudigde versie van één van de documenten bedoeld in artikel 7 of van een vereenvoudigde versie van het document bedoeld in artikel 11 dat door het bestuur bekrachtigd wordt.

**Art. 21.** De termijnen vermeld in dit besluit worden geschorst tijdens de periodes bepaald in artikel 1, § 8, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd.

**Art. 22.** Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de pedagogische dossiers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit goedgekeurd worden door de Regering op eensluitend advies van de Overlegcommissie of die voorlopig goedgekeurd worden door het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, van toepassing.

In dit geval bestaan de evaluatie- en slaagcriteria uit eindbekwaamheden vervat in de pedagogische dossiers bedoeld in het eerste lid.

**Art. 23.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, wordt opgeheven.

**Art. 24.** De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS